

1^{er} mai 2009

Pleinement concernés par la crise, les agents territoriaux ont toutes les raisons de se mobiliser massivement !



Le 3 mars dernier, Eric Woerth s'est permis de déclarer que les agents de la Fonction publique ne sont pas concernés directement par la crise. Il est même allé jusqu'à dire, nous concernant, que l'heure est au civisme et non à la revendication !

La CGT affirme au contraire que nous sommes pleinement touchés par la crise, comme le démontrent un certain nombre de faits et de chiffres.

- Les familles de nombreux agents territoriaux sont frappées par le chômage et la précarité, et les agents de la Fonction publique territoriale voient donc leur situation économique et sociale se dégrader.
- Avec près de 75 % d'agents de catégorie C et un salaire mensuel moyen de 1 425 euros pour les ouvriers et employés, les territoriaux sont loin de rouler sur l'or...
- Avec 30% de non-titulaires, le chômage est un risque réel pour de nombreux personnels de la Fonction publique territoriale.
- Ce risque est d'autant plus important que la situation financière des collectivités locales se dégrade sous le double effet de la crise et de la politique gouvernementale de corsetage des finances locales : alors que les charges de personnel ont augmenté de près de 10% en 2007 et de plus de 8% en 2008, elles augmenteront d'à peine 5 % en 2009 ; les intérêts de la dette dans les collectivités dépasseront en 2009 les 6 milliards d'euros, soit leur niveau le plus élevé sur les dix dernières années.
- Près de 500 000 agents travaillent à temps non complet, dont plus de 150 000 à moins de 50 %, et perçoivent un salaire en proportion. La situation financière des collectivités n'est bien évidemment pas de nature à permettre aux agents travaillant à temps partiel subi de voir leur sort s'améliorer.

**Le 1^{er} mai,
tous ensemble
dans la rue,
salariés du public
et du privé,
dans l'unité, pour
une société juste
et solidaire !**



Face à la Révision Générale des Politiques Publiques, à la politique antisociale du gouvernement voulue et encouragée par le patronat, à la casse de l'industrie et des services publics, la Fédération CGT des Services publics appelle les agents de la Fonction publique à se mobiliser massivement le 1^{er} mai pour exiger que leurs demandes soient satisfaites.

Surmonter la crise implique non seulement des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques, mais également un changement radical de politique !

La CGT revendique

- Une augmentation immédiate de la valeur du point d'indice portant le salaire minimum de départ en catégorie C à 1 600 euros, le rattrapage des pertes de salaire cumulées depuis 2000, l'intégration des primes dans le traitement, une réforme complète des grilles indiciaires, la reconnaissance des qualifications.
- Une retraite équivalente au moins à 75% sur traitement (primes comprises), avec un minimum garanti au moins au niveau du SMIC et le retour à l'indexation des pensions sur les salaires.
- Une véritable loi de titularisation accompagnée de mesures contraignant les collectivités à limiter fortement le recours aux agents contractuels conformément au statut de la Fonction publique territoriale.
- Une réforme ambitieuse de la fiscalité publique, notamment locale, avec entre autres la transformation de la taxe professionnelle en un impôt pour l'emploi et le développement solidaire des territoires.
- Un dialogue social véritablement rénové, accompagné de moyens nouveaux et basé sur la représentativité.

**Le 1^{er} mai,
tous ensemble
dans la rue,
salariés du public
et du privé,
dans l'unité, pour
une société juste
et solidaire !**



BULLETIN DE SYNDICALISATION

Je souhaite : prendre contact me syndiquer participer à une formation d'accueil

Nom - Prénom :
Adresse personnelle :
Collectivité ou établissement :
Téléphone : Email :

Bulletin à retourner à : Fédération Cgt des services publics - Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex

